



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction du développement
local et de l'environnement
Bureau de l'environnement

**ARRÊTÉ Préfectoral complémentaire du 12 DEC. 2024
portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société LAVAUX
de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les
Pièces de Parçay » sur la commune de SAINT-MAUR**

(n° AIOT : 0010002886)

**LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu le code de l'environnement, et notamment le livre V titre 1^{er} relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et en particulier l'article R. 516-1 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009 autorisant la société Entreprise FERAY à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2011-109-0004 du 19 avril 2011 portant transfert au profit de la société SETEC de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à SAINT-MAUR ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2014-328-0007 du 24 novembre 2014 portant transfert au profit de la société CARRIERES DE FORGES de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à SAINT-MAUR ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2015-127-DDCSPP du 23 novembre 2015 portant transfert au profit de la société ROCA de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire à Saint-Maur ;

Vu la demande reçue en date du 6 septembre 2024, complétée les 19 septembre, 15 octobre et 5 novembre 2024, présentée par la société LAVAUX en vue d'obtenir le transfert à son profit de l'autorisation accordée à la société ROCA par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 susvisé ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 novembre 2024 ;

Vu le courrier du 15 novembre 2024, transmettant au pétitionnaire le projet d'arrêté préfectoral portant changement d'exploitant d'une carrière au profit de la société LAVAUX de l'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les Pièces de Parçay » sur la commune de SAINT-MAUR et l'informant du délai de quinze jours dont il dispose pour y émettre des observations ;

Vu les observations émises par l'exploitant en date du 21 novembre 2024 ;

Considérant que les conditions d'exploitation et de remise en état des terrains définies par l'arrêté d'autorisation du 24 novembre 2009 modifié par les arrêtés susvisés ne seront pas modifiées ;

Considérant que la société LAVAUX dispose des capacités techniques et financières nécessaires pour exploiter la carrière et remettre en état les terrains exploités ;

Considérant que la société LAVAUX s'est engagée à fournir dès la notification du présent arrêté le document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière ;

Considérant que la nature des dispositions prises ne rendent pas nécessaire la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de l'Indre,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Changement d'exploitant

L'autorisation d'exploiter une carrière de calcaire située sur le territoire de la commune de SAINT-MAUR aux lieux-dits « Les Terrageaux » et « Les Pièces de Parçay » sur les parcelles cadastrées section ZE n° 35 et 36, accordée à la société ROCA par l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2015 susvisé, est transférée au profit de la société LAVAUX dont le siège social est La Ballastière – 37 700 SAINT PIERRE DES CORPS, et ce, sous réserve du respect des dispositions figurant au cadre réglementaire détaillé à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Articles modifiés

Les conditions et mesures imposées au cédant demeurent inchangées.

Le cessionnaire se substitue d'office au cédant dans l'intégralité des droits et obligations attachés à l'autorisation d'exploitation susvisée.

L'exploitation de la carrière sera menée conformément aux prescriptions techniques des arrêtés préfectoraux précédemment délivrés énumérés ci-après, des futures prescriptions d'exploiter imposées et de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié susvisé :

- L'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009
- L'arrêté préfectoral n° 2011-109-0004 du 19 avril 2011
- L'arrêté préfectoral n° 2014-328-0007 du 24 novembre 2014

- L'arrêté préfectoral n° 2015-127-DDCSPP du 23 novembre 2015

Les articles des arrêtés préfectoraux susmentionnés portant transfert de l'autorisation de changement d'exploitant sont abrogés.

Article 3 :

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers et n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété du demandeur et des contrats de forage dont il est titulaire.

Article 4 : Liste des installations classées

Le tableau de classement des activités du site figurant à l'article I.2.A de l'arrêté d'autorisation susvisé du 24 novembre 2009 modifié est comme suit :

<i>Rubrique</i>	<i>Régime</i>	<i>Libellé de la rubrique (activité)</i>	<i>Nature de l'installation</i>	<i>Seuil et critère de classement</i>	<i>Volume d'activité</i>
2510.1	A	Exploitation de carrière	Carrière de calcaire	Sans critère ni seuil	Production maximale : 200 000 t/an
2515.1. a	E	Installation de broyage, concassage, criblage, ... de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels	Installations mobiles de premier traitement	Puissance installée Supérieure à 200 kW	934 kW
2517.2	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes	Stocks de matériaux et de remblais extérieurs	Superficie de l'aire de transit > 10 000 m ² ≤ 30 000 m ²	28 000 m ² (< 15 000 m ³)
2516	NC	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents	Stocks de matériaux	Capacité de stockage < 5000 m ³	< 5000 m ³
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution	Citerne double paroi de 3 m ³ de gasoil	Quantité totale < 50 t	< 50 t (~ 2,5 t)
1435	NC	Station service	Pompe de distribution de gasoil	Volume annuel distribué < 500 m ³	< 500 m ³

A : autorisation – E : enregistrement – NC : non classé

Article 5 : Garanties financières

L'article II.1 de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009 susvisé est remplacé par l'article 5 ainsi rédigé :

5.A Montant des garanties financières

Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.

A compter de la notification du présent arrêté, l'exploitation est menée en 5 périodes récapitulées dans le tableau ci-après.

A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période.

Périodes	S1 (ha) C1 = 15 555 €/ha	S2 (ha) C2 = 36 290 €/ha (< 5ha) C2 = 29 625 €/ha (>5ha <10ha)	S3 (ha) C3 = 17 775 €/ha	C1 S1 + C2 S2 + C3 S3	Total $\alpha =$ 1,3730
1 2014 - 2018	3,3	5,8	1,57	289 721 €	319 205 €
2 2019 - 2023	3,6	6	1,87	306 978 €	338 218 €
3 2024 - 2028	3,55	6	2,15	266 210 €	418 080 €
4 2029 - 2033	3,6	5	1,77	268 910 €	369 200 €
5 2034 - 2035	3,25	1,1	1,24	112 514 €	154 476 €

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence est l'index général toux travaux – base 2010 – de septembre 2024 : 129,1 multiplié par un coefficient de raccordement fixé à 6,5345.

S1 : Somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement ;

S2 : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état ;

S3 : Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée.

5.B Etablissement des garanties financières

Dans le mois suivant la notification du présent arrêté et dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières de la période 3 établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012. Ce document est établi pour une durée minimale de deux ans ;
- la valeur datée du dernier indice TP01.

Une copie est adressée à l'inspection des installations classées.

5.C Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévue à l'article 5.B.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012.

5.D Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- lors de chacune des périodes définies à l'article 5.A au prorata de la variation de l'indice publié TP 01
- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze) % de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations ;
- lors de tout renouvellement de la constitution des garanties.

5.E Révision du montant des garanties financières

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toute modification des conditions d'exploitation telles que définies par le présent arrêté.

5.F Absence de garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

5.G Appel des garanties financières

Le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- En cas de défaillance de l'exploitant, après intervention des mesures prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, lorsque la remise en état, ne serait-ce que d'une partie du site, n'est pas réalisée selon les prescriptions prévues par l'arrêté d'autorisation ou le plan prévisionnel d'exploitation auquel il se réfère ;
- En cas de disparition juridique de l'exploitant.

5.H Levée de l'obligation de garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations ayant nécessité leur mise en place et après que les travaux couverts par les garanties financières aient été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement, par l'inspecteur des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée le cas échéant par arrêté préfectoral. »

Le présent arrêté ne prendra effet qu'à la date de réception par le préfet du document justifiant de la constitution des garanties financières pour la remise en état de la carrière.

Article 6 : Archéologie préventive

La réalisation des travaux de carrière est subordonnée à l'accomplissement préalable des prescriptions archéologiques édictées par le préfet de région.

L'article III.4.C de l'arrêté préfectoral n° 2009-11-215 du 24 novembre 2009 susvisé s'applique.

Article 7 : Dispositions diverses

L'administration se réserve le droit de prescrire ultérieurement, après avis de la commission départementale des carrières, toute modification que le fonctionnement de l'exploitation rendrait nécessaire dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques et ce sans que le titulaire de l'autorisation puisse prétendre de ce chef à aucune indemnité.

Article 8 : Notification et publicité

Le présent arrêté est notifié à la société LAVAUX.

Une copie est adressée au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Centre-Val de Loire.

Conformément à l'article R. 181-44 du code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- une copie de cet arrêté est déposée dans la mairie de SAINT-MAUR et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché dans la mairie de SAINT-MAUR pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du même code ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans l'Indre pour une durée minimale de quatre mois, à l'adresse suivante :

<https://www.indre.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement/I.C.P.E/Dossier-Autorisation-ICPE>

Article 9 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions des articles R. 181-50 du Code de l'environnement au Tribunal administratif de Limoges :

- par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans l'Indre ou de l'affichage en mairie de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date du dépôt du recours contentieux.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet de l'Indre – Place de la victoire et des alliés
– CS 80583 – 36 019 CHÂTEAUROUX CEDEX ;

- un recours hiérarchique, adressé à Mme le Ministre de la Transition écologique et de la cohésion des territoires - Direction générale de la prévention des risques – Grande Arche de La Défense - Paroi Sud – 92 055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R. 181-50 du code de l'environnement. Conformément à l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'auteur du recours administratif, s'il s'agit d'un tiers intéressé, est tenu, à peine de non prorogation du délai de recours contentieux, de notifier celui-ci par lettre recommandée avec avis de réception au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours administratif.

La notification du recours au préfet de l'Indre et au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Article 10 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, le maire de SAINT-MAUR, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,
la Secrétaire Générale,


Nadine CHAÏB

